

**ENONCE DE VISION  
DU FORUM DES CANDIDATS  
POUR L'ELECTION DU DIRECTEUR GENERAL DE L'ONU DI**

*Vienne, le 21 mai 2013*

par S.E.M Sok Siphana,

Candidat du Cambodge au poste de directeur général de l'ONU DI

Monsieur le Président, Eminents membres du groupe des candidats,  
Honorables délégués des capitales, Représentants permanents de l'ONU DI,  
Excellences, Mesdames, Messieurs, Bonjour à tous.

En premier lieu, permettez-moi de respecter le protocole. Monsieur le Président, laissez-moi commencer en vous remerciant, vous et votre bureau, les membres du Conseil pour le développement industriel et le secrétariat de l'ONU DI, pour vos efforts et votre engagement à faire avancer ce processus de sélection et, grâce à ce Forum de Candidats, de nous offrir la possibilité de présenter notre vision et notre plan d'actions afin, une fois élus, de faire avancer cette organisation.

L'éminent groupe de candidats ici présents, leurs formations et leurs compétences respectives m'inspirent un sentiment d'humilité. Aussi, sachez, très honorables candidats, que c'est un privilège, un immense plaisir et avant tout un honneur, de concourir au sein d'un groupe si distingué. Quelle que soit l'issue cette élection, fondée sur le mérite, j'aimerais continuer à l'avenir à œuvrer avec vous aux intérêts de cette organisation ainsi qu'au bien des pays et peuples qui ont besoin de ses services et de son soutien.

Enfin, permettez-moi de rendre hommage à mon Premier Ministre, Samdech Techo Hun Sen, pour s'être fixé l'objectif de faire passer le statut de mon pays de celui d'un des pays les moins avancés à celui de pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure d'ici quelques années, ainsi que pour m'avoir confié la candidature nationale du Cambodge auprès d'une organisation des Nations Unis, opportunité qui nous est offerte pour la première fois depuis que nous sommes devenus membres des Nations Unis en 1955.

*Excellences, Mesdames et Messieurs,*

Le temps est compté et vingt minutes, c'est bien peu quand il s'agit de décrire les défis et perspectives d'une organisation des Nations Unis, forte de 47 années d'existence. Vous avez déjà vu et lu mon CV, aussi, tenant compte des préoccupations et enjeux majeurs auxquels l'organisation doit faire face dès aujourd'hui et à l'avenir, je serai bref et concis.

Au cours des six derniers mois, j'ai écouté un grand nombre de délégués venus des quatre coins du monde, j'ai discuté avec le personnel de différentes agences onusiennes. Un certain nombre de questions récurrentes ont été soulevées.

***Le premier point a trait à la légitimité de notre organisation.*** Malheureusement, le bien-fondé de l'existence même de notre organisation a d'une certaine manière été remis en cause. Certains ont évoqué un problème de « visibilité » du fait d'un manque d'explications sur l'impact et le succès des activités techniques menées, un manque de visibilité dans le domaine des politiques et un dialogue insuffisant entre la Direction et les principaux Etats membres. D'autres ont le sentiment qu'il existe une certaine concurrence entre notre organisation et l'assistance technique bilatérale ; certains pays donateurs et certains pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure s'interrogent sur l'utilité de notre organisation. Mais il s'agit de perceptions ad hoc.

En 2012 une enquête mondiale portant sur le système de développement des Nations Unies a été menée dans le cadre du projet FUNDS avec le soutien des gouvernements de Norvège, de Suède et de Suisse. Les personnes interrogées, des secteurs public et privé, étaient invitées à exprimer leur opinion sur les différentes agences onusiennes. A l'issue de cette enquête mondiale, un rapport sur la façon dont lesdites agences onusiennes étaient perçues a été produit. L'ONUDI figurait dans la moyenne, étant cependant mieux classée par les pays du Sud (15e sur 31) que par ceux du Nord (24e sur 31). Les groupes professionnels, surtout les ONG, l'ont plébiscitée à hauteur de 60%, ce chiffre étant supérieur de plusieurs pour cents à celui du personnel onusien et du secteur privé.

Des évaluations indépendantes ont aussi confirmé la solidité de l'ONUDI. Permettez-moi de vous en citer quelques-unes. En 2011, l'*Agence norvégienne de coopération pour le développement*(NORAD) a précisé que l'ONUDI "utilisait ses ressources financières à bon escient dans les domaines des standards et de la qualité, domaines dans lesquels l'organisation possède une compétence unique à l'échelle internationale". S'agissant de la mise en œuvre du protocole de Montréal, l'ONUDI a été classé au premier rang à neuf reprises au cours des onze dernières années.

Comme l'a déclaré le Directeur Général Yumkella sur le site de l'ONUDI, « le fait que sept états membres aient proposé en l'espace de quelques semaines un candidat à ma succession au poste de Directeur Général de notre organisation, constitue une preuve supplémentaire que notre organisation continue à avoir un rôle à jouer dans le processus de développement inclusif et durable, l'industrie étant à la base de ce processus. »

*Second point, le financement futur.* Qu'est-ce que l'avenir nous réserve ?

Alors que nous nous réunissons aujourd'hui à Vienne, l'économie mondiale est encore en proie aux déséquilibres et à l'incertitude. Bien qu'elle jouisse d'un soutien ferme de nombreux pays en développement, certains donateurs continuent à regarder avec un certain scepticisme l'ONUDI, et ceux depuis bien des années. L'année dernière, le Royaume-Uni s'est retiré de l'ONUDI et la France a annoncé son retrait pour 2014. Cette perte brusque de 9% de son financement de base a plongé l'ONUDI dans une période d'introspection. Le financement en dents de scie a cependant toujours été un sujet d'inquiétude pour la plupart des agences onusiennes, en tant que groupe, et pas seulement pour l'ONUDI.

Alors que j'étais en poste au CCI, on m'a confié une responsabilité nouvelle, la mobilisation des ressources afin de garantir un financement suffisant au bon fonctionnement de l'agence. Adressez-vous aux collègues de l'APRONUC et du PNUD, et vous constaterez que c'est la même chose. Voilà pourquoi il ne me semble pas nécessaire de dramatiser outre mesure la situation. Dans un contexte mondial de crise financière, des coupes budgétaires vont être faites, les ceintures de sécurité doivent être attachées. Mais rien n'est éternel, qu'il s'agisse de cette période d'austérité ou de la récession. Je crois en la capacité de récupération de l'espèce humaine.

Ceci étant dit, l'espoir mis à part, avoir des comptes bien alimentés, cela aide, bien évidemment, mais l'argent n'est pas et ne devrait pas être la seule considération lorsque l'on s'intéresse à cette arène mondiale plus large qu'est le financement du développement économique. Je partagerai avec vous quelques idées un peu plus loin dans mon discours sur certaines réponses possibles.

Il existe bien évidemment d'autres menaces qui pèsent sur l'avenir de l'ONUDI, mais elles ont déjà été prises en compte par le Groupe informel de travail sur l'avenir de

l'ONUDI, aussi ne vais-je pas m'étendre sur le sujet.

Avant d'en venir à mon énoncé de vision proprement dit, permettez-moi d'aborder une autre dimension qui aura une incidence sur l'avenir de cette organisation. Il ne nous reste plus que 1000 jours pour satisfaire aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), lesquels objectifs se concentrent sur différents aspects du développement, tels que l'éducation, les standards de travail, l'égalité homme-femme, les questions de santé et de productivité agricole. Le développement industriel constitue cependant probablement le « chaînon manquant » dans le débat en cours sur le développement humain. Et c'est précisément à ce niveau que j'aimerais vous présenter ma vision de l'ONUDI, son rôle et ce qu'elle peut apporter.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,

**L'industrie constitue un levier essentiel pour la croissance et le développement.** Nous avons eu la chance, au cours de notre vie, d'être témoins de la façon dont l'industrie et le commerce ont été en mesure de sortir des millions d'individus de la pauvreté dans un si grand nombre d'endroits à travers le monde. Le développement industriel est un facteur clé dans la transformation des structures de production, l'augmentation de la productivité, l'amélioration de l'accès à la technologie et la stimulation de l'innovation, en particulier lorsqu'il s'inscrit dans des stratégies plus larges de croissance et de développement national.

Même si on fait abstraction des arguments idéologiques en matière de politique industrielle, il est presque ironique de constater que l'existence de l'ONUDI est d'autant plus nécessaire aujourd'hui que ses Etats membres (et certains anciens Etats membres) auraient besoin de profiter dans une plus grande mesure de l'aide apportée par l'organisation afin de s'attaquer plus efficacement à leurs graves problèmes de chômage, de désindustrialisation et de manque de compétitivité.

Il s'avère nécessaire de revoir la notion de « développement industriel ». Le développement industriel ne concerne pas que « l'industrie » et « les usines ». Elle devrait être redéfinie de telle sorte qu'elle englobe toutes les activités économiques de production, qu'il s'agisse de secteur industriel, agricole, des services, des sciences ou de la technologie. Sous ce rapport, l'ONUDI a prouvé à plusieurs reprises qu'elle détenait des réponses adaptées. L'ONUDI a été créée pour s'assurer que les pays en développement profitent de l'industrialisation. Les pays en développement ont été laissés de côté lors de la révolution industrielle ; il s'agit d'un fait historique. Il y a encore une vingtaine d'années, la division Nord-Sud n'était qu'une séparation entre les pays industrialisés et ceux qui ne l'étaient pas. Au cours des deux dernières décennies, la Chine, le Brésil, l'Inde sont sortis de la pauvreté, essentiellement grâce à la production industrielle. Les mini tigres asiatiques (la Thaïlande, l'Indonésie, la Malaisie) se sont développés sur fond d'industrialisation. Le Cambodge est le prochain sur la liste et les choses évoluent rapidement.

Pour le Cambodge et de nombreux autres petits pays en développement, le développement industriel reste une condition *sine qua non* à la croissance économique et aux progrès sociaux durables à long terme. L'industrie joue un rôle charnière en stimulant le développement technologique, l'amélioration de la productivité, la promotion de l'entrepreneuriat, la création d'emplois et de revenus ainsi que la création de liens sectoriels, y compris avec l'agriculture et le secteur des services. En rapport avec l'économie mondiale, les activités manufacturières et l'augmentation constante de la productivité manufacturière jouent un rôle critique en garantissant des recettes d'exportation. Mon pays, ainsi que mon expérience personnelle longue de plus de 10

années, peuvent l'attester.

Monsieur le Président, mesdames et messieurs, j'en viens donc à ma vision du futur de l'ONUDI. Voici mon Programme de réformes qui s'articule autour de trois piliers qualité et qui vise à la création d'emplois grâce à l'industrialisation.

A mon sens, les trois piliers autour desquels l'ONUDI devrait bâtir son futur sont les suivants : (1) la qualité des produits : l'objectif étant de satisfaire aux standards commerciaux internationaux et de booster les exportations ; (2) la qualité du processus de production : des processus de production industrielle efficaces et faibles consommateurs d'énergie ; et (3) qualité du développement : des politiques et des stratégies industrielles qui favorisent les PME et des processus de développement inclusif (favorables aux femmes, aux régions reculées, regroupements, etc.). Ces trois piliers traduisent un réaligement des activités de l'ONUDI par rapport à son mandat initial en termes de « promotion et d'accélération du développement industriel des pays en développement (...), de promotion du développement industriel et de la coopération aux niveaux mondial, régional et national, ainsi que sectoriel ».

S'agissant tout d'abord de la qualité des produits : c'est un domaine qui offre clairement une possibilité intéressante pour les produits et les systèmes. L'ONUDI n'a pas vocation à imposer des standards, mais plutôt à disposer de standards visant à aider les pays et les entreprises à mieux saisir les implications pratiques des standards qualité et de leur mise en œuvre. Les possibilités offertes en termes d'exportations ont donné plus d'importance encore à la précision ainsi qu'à la qualité de la production industrielle. L'ONUDI possède une bonne connaissance des infrastructures de qualité dont ont besoin les pays en développement et les pays en transition afin d'être compétitifs sur les marchés nationaux et internationaux et elle peut faire valoir une longue expérience en termes de renforcement institutionnel. C'est principalement en aidant les pays en développement à satisfaire aux standards de qualité qu'elle apporte son aide dans ce domaine. Et cela a permis à l'organisation de prétendre être la principale organisation onusienne en termes d'assistance technique pour tout ce qui a trait au commerce. Le Cambodge a bénéficié de l'aide apportée par l'ONUDI dans l'installation et l'accréditation de laboratoires d'analyse de caoutchouc. Nous avons à ce jour planté plus de 300000 hectares d'hévéas, 900 000 autres hectares seront plantés dans les années à l'avenir. Imaginez l'ampleur de l'impact économique que cela aura sur mon pays d'ici quelques années lorsque nous commencerons à développer cette industrie.

La qualité de la production industrielle est aussi importante. Cela devrait inclure non seulement la compétitivité des produits mais aussi celle de toute la chaîne de production industrielle dans les industries textiles et d'habillement. La notion de qualité débute avec la qualité des matériaux bruts et s'étend au design. Dans tous les processus industriels, la compétitivité des entreprises passe par la qualité des produits et des systèmes. Dans le domaine agroalimentaire, il existe des impératifs de santé et de sécurité de « l'étable à la table ». L'ONUDI est la principale agence qui joue un rôle majeur dans le développement agroalimentaire et son action dans ce domaine demande à être renforcée afin d'aider le monde en développement, en particulier l'Afrique qui, avec ses nombreuses ressources agricoles, offre un fort potentiel en termes de valeur ajoutée.

***Second pilier, la qualité du process ou la qualité des processus industriels et le développement d'une industrie davantage respectueuse de l'environnement.***

Bien que les chiffres ne soient pas rigoureusement exacts, on estime que la production manufacturière utilise un tiers de l'énergie primaire mondiale et produit des émissions de gaz carbonique à peu près dans les mêmes proportions. Voilà qui souligne toute l'urgence et l'importance de rendre l'industrie plus respectueuse de l'environnement. Je

continuerai donc à inciter l'ONUDI à faire preuve d'innovation en lançant des initiatives mondiales susceptibles de favoriser la croissance, qu'il s'agisse de « croissance verte », de développement efficace des énergies et des ressources, ou de commerce et de création d'emplois. Si de nouveaux accords environnementaux suite aux accords de Kyoto étaient négociés, lesquels établiraient de nouvelles limites pour les émissions de dioxyde de carbone, alors un nombre croissant de pays en développement serait à la recherche de conseils supplémentaires pour développer un outil de production respectueux de l'environnement. Dans un tel contexte, les services de l'ONUDI seraient vraisemblablement sollicités.

En ce qui concerne l'environnement, je m'assurerai que l'ONUDI continue à exercer un rôle de leader pour tout ce qui touche à la réparation de la couche d'ozone. Comme vous le savez tous, l'ONUDI s'est engagée avec le Fonds pour l'Environnement Mondial, FEM, dans des programmes de grande envergure, auxquels les pays bénéficiaires font entièrement confiance comme l'attestent les cofinancements multiples dont ils font l'objet. En collaboration avec le PNUE, nous allons encore développer plus avant le concept novateur de production respectueuse de l'environnement grâce à une utilisation efficace des ressources, concept maintenant suivi par plus de 30 centres affiliés, mais indépendants, à l'échelle mondiale.

Je ferai de l'énergie une force permettant aux pays en développement d'orienter le développement industriel. Je m'associerai avec Mr Yumkella, investi de ses nouvelles fonctions, pour contribuer au succès de la nouvelle initiative mondiale sur l'énergie durable pour tous.

**Troisième pilier : La qualité du développement :** des stratégies et des politiques industrielles qui soutiennent les PMI et les processus de développement inclusif. Des problèmes de coordination se produisent parfois lorsque des projets d'investissement, pour être viables, requièrent des investissements simultanés dans des activités liées. Les politiques industrielles doivent être bien coordonnées avec les autres politiques associées, en particulier celles relatives aux PMI, à la promotion de l'investissement, au commerce, à la science et aux technologies, à l'éducation et la formation professionnelle, au développement des infrastructures et à l'agriculture. L'expérience réussie de la Politique du riz au Cambodge constitue un bon exemple sous ce rapport, sachant que nous sommes passés d'une situation de pays importateur net à celle d'un pays exportateur, avec un objectif d'un million de tonnes exportés en 2015.

La création de liens entre les PMI nationales et les multinationales de grande taille, ou bien avec celles de taille moyenne, est une condition *sine qua non* à l'intégration des réseaux de production et d'approvisionnement régionaux et internationaux. La participation des femmes à la vie économique en qualité d'entrepreneurs constitue une aubaine pour le développement économique dans la mesure où les chefs d'entreprise, hommes ou femmes, procurent les mêmes avantages en termes de productivité et de création d'emplois. Les décideurs doivent remettre en cause et amender bon nombre de directives formelles et de normes informelles de façon à permettre à un plus grand nombre de femmes de lancer leur entreprise.

Sous ce rapport, je peux dire qu'aucune autre organisation internationale ne peut faire valoir une telle expérience, de telles connaissances techniques et une telle expertise multidisciplinaire, susceptibles de créer des liens entre les services de coopération industrielle et technique, en adéquation avec les objectifs définis aux niveaux politique, stratégique, institutionnel et entrepreneurial. J'aimerais en conséquence donner un nouvel élan à l'ONUDI de telle sorte qu'elle devienne un forum mondial, un organe de réflexion faisant autorité dans les domaines de la

coordination des politiques industrielles et des discussions portant sur le développement économique. Du fait de ses rôles normatif et politique, l'ONUDI peut sous ce rapport jouer un rôle important en aidant les différents pays à appliquer les meilleures pratiques dans le domaine de l'industrialisation, notamment les normes relatives à l'environnement et au commerce au niveau mondial.

*Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,  
Comment envisager l'avenir ?*

Tous les objectifs auxquels j'ai fait référence précédemment semblent merveilleux, mais le défi à relever, ce sont la mobilisation des ressources ainsi que la façon et les moyens de mettre en œuvre ces programmes, essence même de l'organisation. Jusqu'à présent, l'ONUDI a bien rempli son rôle. L'assistance technique globale qu'elle a fournie, laquelle a doublé au cours des dix dernières années, a atteint un niveau maximum de 180 millions de dollars américains et a vu son cofinancement augmenté (2 milliards au total). Ce n'est pas rien et son impact a été bien réel pour nombre de pays, de populations et de familles !

Cependant, les modes de financement de l'aide au développement continuent à évoluer au cours du temps, les donateurs traditionnels devant faire face à des difficultés au niveau de leur économie nationale, les Etats-Unis en particulier ; leur contribution auprès des agences onusiennes accuse du même coup une baisse croissante. En ce qui concerne les nouvelles ressources, il est clair qu'il n'y a pas grand-chose à attendre des donateurs traditionnels, au moins à court terme.

Pour continuer à aller de l'avant, j'envisage cinq partenariats: (1) un partenariat avec les donateurs traditionnels actuels ; (2) un partenariat avec les Etats membres ; (3) un partenariat entre les Etats membres ; (4) un partenariat avec le secteur privé ; et (5) un partenariat avec les organismes multilatéraux et bilatéraux et les organisations de la société civile.

*En ma qualité d'avocat en droit commercial toujours en exercice, je sais pertinemment que la notion de partenariat suppose que toutes les parties concernées soient gagnantes. Tout le monde doit pouvoir y trouver son compte. Comme vous le savez, dans la vie et en toutes choses, il n'y a pas de solution parfaite. On gagne d'un côté, on perd de l'autre, mais on a un accord.* Je veillerai à immédiatement mettre en place un plan stratégique de haut niveau adapté et une équipe de gestion des relations pour nouer et développer ces partenariats.

*Renforcement des partenariats existants avec nos donateurs traditionnels - de façon multilatérale et de façon bilatérale:* Il nous faut prouver que notre action est toujours pertinente et qu'elle le demeurera à l'avenir. Nous devons nous appuyer sur les synergies entre les aides multilatérales et bilatérales, en encourageant une approche commerciale du développement (pas une aide bureaucratique). Il nous faut passer des chiffres et des nombres aux effets réels. Jusqu'à présent, l'ONUDI avait l'habitude de communiquer aux Etats membres des rapports d'activités et des rapports financiers plutôt que des rapports en termes de résultats et d'effets réels. Avec l'aide du personnel, je m'emploierai à démontrer la pertinence et l'efficacité de notre travail, par exemple en sélectionnant trois ou quatre indicateurs clairs et mesurables du travail de l'ONUDI, tels que : (a) le nombre d'emplois verts créés, (b) le nombre de personnes ayant accès à l'énergie, (c) l'augmentation en pourcentage de la contribution manufacturière au PIB (dans les pays où l'ONUDI intervient), etc.

En fait, nous devons nous appuyer sur les donateurs principaux, les initiatives globales et les forces de l'ONUDI. Permettez-moi d'en citer quelques-uns :

*Premièrement, le Programme pour le changement de l'UE - Focus Afrique, Commerce, Industrie verte:* l'ONUDI déjà reconnue et partenaire clé dans les domaines qui touchent au commerce et au développement industriel africain.

*Deuxièmement, l'Aide pour le Commerce, AGOA, EBA:* l'ONUDI déjà reconnue comme agence clé par la Norad, la SIDA, la Swiss, et l'Union européenne.

*Troisièmement, pour les possibilités offertes dans le processus d'après Rio:* l'ONUDI est reconnue dans les domaines concernés par les conventions de Montréal et Stockholm. Des possibilités existent pour jouer un rôle plus important dans le processus d'après Rio+20 et le cadre de développement d'après 2015, y compris pour intervenir dans des domaines stratégiques, comme la Plate-forme de l'ONUDI pour une industrie verte et les énergies renouvelables.

*Quatrièmement, les ressources liées au potentiel industriel :* la croissance récente de l'Afrique est liée à ses exportations de minéraux et il existe de nombreuses possibilités de produire de la valeur ajoutée locale. (L'ONUDI était par le passé bien implantée dans l'industrie métallurgique.)

*Cinquièmement, dernier point, mais non le moindre, la sécurité et la salubrité alimentaires:* Nous devons mettre à profit le fait que la consommation de l'Inde et de la Chine soit élevée ; l'approvisionnement mondial; la sécurité alimentaire reste un souci majeur à l'échelle mondiale et l'ONUDI est bien placée pour apporter son aide.

***Partenariats avec les Etats membres :*** je souhaite étendre le nombre de partenaires bénéficiaires en sollicitant davantage de pays afin qu'ils prennent une part active aux programmes et aux activités de l'ONUDI. Je souhaite voir le Personnel de direction de l'ONUDI prendre l'initiative de renforcer le dialogue avec les Etats membres. Il existe un potentiel énorme : mobiliser des fonds auprès de pays traditionnellement considérés comme pays bénéficiaires pour qu'ils les réinvestissent dans leur propre pays. Au moins dans le domaine des énergies renouvelables, domaine dans lequel nous avons été capables de nous forger une bonne réputation, certains pays en développement ont transférés des fonds à l'ONUDI afin de mettre en œuvre des projets énergétiques. Un bon exemple est celui de la Zambie, qui a transféré plus de 5 millions de dollars destinés à la mise en œuvre de projets de petites centrales hydro-électriques. La Zambie est actuellement en train de nous faire parvenir un million supplémentaire destiné à la réalisation d'un autre projet. Le gouvernement sud-africain a financé 67% des 14 millions d'euros du programme de l'ONUDI parce qu'il était convaincu que notre organisation était fiable et compétente. Le Tchad s'est récemment déclaré disposé à financer un projet de l'ONUDI parce que, entre autres raisons, ses dirigeants reconnaissaient l'inefficacité de leur système ainsi que la nécessité pour eux d'avoir un partenaire fiable et de confiance.

***Partenariats entre Etats membres.*** Je suis un ardent partisan de la coopération Sud-Sud. L'ONUDI poursuivra encore et encore son partenariat avec ce que l'on appelle communément les Centres Sud d'excellence afin de bénéficier de leurs services au profit d'autres pays en développement. L'ONUDI agira comme un catalyseur pour ses Etats membres afin de tirer parti du potentiel offert par la coopération Sud-Sud, le potentiel de développement Sud-Sud en termes de coopération technique, de transfert technologique, de commerce et de coopération économique. Le transfert d'expérience permettra aux pays africains, en particulier, de tirer profit de ces processus d'industrialisation réussis.

*Partenariats avec le secteur privé* : Des investissements communs dans le Sud et une coopération Sud-Sud généreront de nouvelles ressources émanant du secteur privé en fonction d'avantages comparatifs. Je prévois de renforcer les partenariats avec des fondations privées afin de donner un nouvel élan à la mobilisation de fonds.

Lors de la prochaine conférence générale qui se tiendra à Lima (le lieu de naissance de l'ONUDI en 1975), nous allons repenser la manière d'impliquer les parties prenantes de l'ONUDI. Cela devrait inclure le renforcement du réseau de coopération des commissions régionales de développement économique ainsi que les associations industrielles de tous les Etats membres. L'objectif est donc de tenir un agenda efficace visant à amener les secteurs publics et privés à travailler de concert en faveur de la promotion du développement industriel au travers de la Coopération technique et d'activités normatives.

*Les partenariats au sein du système onusien et des institutions financières internationales (IFI)* : il nous faut optimiser la coopération synergétique avec les autres agences onusiennes : avec la FAO, pour des liens parmi les secteurs productifs ; avec le CCI sur les chaînes d'approvisionnement commercial ; avec l'OMC pour le renforcement des capacités commerciales ; avec l'ONUDC pour le développement d'alternatives et de meilleures conditions de vie en faveur des communautés les plus vulnérables ; avec l'UNESCO pour le développement des sciences et des techniques ; avec l'AIEA pour la planification énergétique et la gestion de l'eau ; avec la nouvelle initiative mondiale sur l'énergie durable pour tous, pour n'en citer que quelques-unes. Le programme de Production Propre et Economie en Ressources (PPER) de l'ONUDI, mené par le PNUE et présent dans les institutions existantes de 47 pays, constitue un bon exemple de réseau qui va dans le sens de l'une des priorités de l'ONUDI.

*Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,*

Se concentrer sur ce que l'on fait de mieux, et sur ce qui constitue notre raison d'être, requiert des regroupements. Cela nécessitera une réorganisation. L'ONUDI doit se concentrer sur les domaines liés aux processus industriels et devrait avant tout suivre rigoureusement sa propre planification prioritaire et ses critères de qualité pour s'assurer des effets positifs de son action.

L'ONUDI devrait poursuivre ses efforts continus en matière de gestion du changement pour s'attaquer à l'efficacité interne ainsi qu'à l'efficacité de la gestion et de la Coopération technique, et cela comprend la mise en œuvre du progiciel de gestion intégrée ERP de SAP, qui facilitera vraiment le travail du personnel de l'ONUDI et améliorera la transparence des informations.

Un autre domaine est le renforcement de la présence sur le terrain et, avec un budget suffisant, la possibilité de profiter des richesses en termes de connaissances et d'expertise locale présentes dans bien des petits pays en développement, par exemple en embauchant localement du personnel qualifié. Les bureaux de représentation sur le terrain doivent être restructurés – cela inclut les fonctions représentatives et les responsabilités au niveau régional et national, et l'appui technique au Siège –, faute de quoi les activités de coopération technique de notre organisation seront menacées.

Si je suis élu, j'aurais besoin au cours des quatre années à venir du soutien du personnel pour faire de ma vision une réalité. Le message clé que j'aimerais transmettre au personnel est très simple : les réformes et les changements sont les bienvenus, mais seulement lorsqu'ils découlent du bon sens et de valeurs communes. Je souhaite renforcer le dialogue entre la direction et le personnel sur tous les sujets, y compris sur les décisions



stratégiques importantes de l'organisation - La quinzième session de la Conférence générale (2013) à Lima offre la possibilité d'adopter un document stratégique sur l'avenir de l'ONUDI, avec une partie pour les programmes et les ressources ; je veux reconnaître tout ce que l'équipe dirigeante a pu apporter à cette organisation, reconnaissance de leur mémoire institutionnelle ; je crois en la méritocratie et je veux mettre en place un plan de gestion des ressources humaines (GRH) pour l'organisation, un plan substantiel, réaliste, axé sur les ressources et les compétences.

*Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs,*

Avant de conclure, je voudrais ajouter quelques mots à propos de ma candidature au poste de Directeur Général. Au cours des 20 dernières années, je me suis consacré aux objectifs de développement sous bien des facettes, qu'il s'agisse de ceux du gouvernement, d'organismes de développement, du secteur privé, du système éducatif et du secteur de l'audiovisuel. D'après cette expérience, ce n'est qu'en respectant toujours les normes les plus élevées en matière d'éthique que l'on peut être crédible et donc considéré comme un partenaire fiable et crédible. Tout cela fait partie de l'esprit du système onusien. Ce n'est que sur la base d'une telle confiance en la direction que la coopération entre toutes les parties prenantes peut s'inscrire dans la durée et aboutir aux effets positifs escomptés en matière de développement.

Je viens d'un petit pays au sein duquel nous avons appris que, pour que le développement soit efficace, il doit savoir s'adapter aux circonstances locales, et pour ceci, nous avons besoin de personnes flexibles, habituées à travailler au sein de nombreuses petites économies, qui constituent l'essentiel des bénéficiaires visés par l'ONUDI.

De plus, comme vous le savez, mon pays a traversé une révolution qui a fauché deux millions de vie. Je ne pense pas qu'une révolution soit ce dont nous ayons besoin ici, en particulier dans un environnement onusien, mais il nous faut plutôt toute une série d'évolutions graduelles. Des évolutions modestes mais solides, durables et mesurées. Des succès modestes mais des succès générateurs d'espoir qui appellent d'autres succès. Et c'est ce dont j'ai fait l'expérience, des Champs de la mort au Cambodge en passant par les camps de réfugiés en Thaïlande jusqu'à la vie de réfugié aux Etats-Unis. Le reste, vous l'avez lu dans mon CV.

Permettez-moi de conclure en disant que le monde globalisé, les disparités en termes de développement, les défis environnementaux, la nécessité d'assurer un bon avenir à nos enfants, un avenir qui leur offre des emplois et qui leur ouvre la voie vers la prospérité, aujourd'hui plus que jamais, requièrent un abri où l'innovation technologique, la durabilité environnementale et les principaux ingrédients nécessaires à la croissance inclusive trouvent refuge, et pourraient ensuite essaimer vers les régions, les pays et les populations qui en ont le plus besoin. L'ONUDI constitue cet abri !

De nos jours, l'ONUDI agit dans un environnement caractérisé par des défis externes et internes ; je crois qu'il s'agit là d'une fantastique opportunité pour revoir ses forces et ses faiblesses, pour rendre cette vision de l'ONUDI d'une croissance inclusive et durable, concrète et palpable pour davantage de personnes, ainsi que pour réaffirmer sa légitimité auprès de ses membres.

Avec votre aide, je suis prêt à relever le défi, pour l'ONUDI, pour vous tous, Etats membres ! Mesdames et Messieurs, je vous saurais extrêmement reconnaissant si vous acceptiez de voter pour moi. Merci beaucoup

\*\*\*\*\*